

Conseil exécutif de l'ACEP
Compte rendu de la réunion du 8 janvier 2014
Bureau national de l'ACEP
Salle de conférence
13 h

Présences : C. Poirier (présidence), B. Black, J.-L. Bourdages, R. Brockington, A. Butler, N. Giannakoulis, L. Haméon, S. Jaroudi, A. Kurikshuk-Nemec, S. Mullen, G. Phillips, L. Whitmore, C. Danik, J. Ouellette et D. Martin.

Absences justifiées : C. Creran, S. Gagnon, A. Picotte.

1) Points aux fins d'approbation

1 a) Ordre du jour

Résolution : Il est proposé par S. Jaroudi et appuyé par L. Haméon d'adopter l'ordre du jour.
Résolution adoptée à l'unanimité.

1 b) Compte rendu du huis clos du 27 novembre 2013

Ce point est traité à huis clos.

1 c) Compte rendu du 27 novembre 2013

Résolution : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par L. Haméon d'adopter le compte rendu.

Pour = 10, contre = 0, abstentions = 2. **Résolution adoptée.**

2) Suivis

2 a) Résolution sur le Comité RH d'A. Kurikshuk-Nemec

Il est proposé par A. Kurikshuk-Nemec et appuyé par G. Phillips de donner au Comité spécial d'examen de l'état des ressources humaines au Bureau national de l'ACEP le pouvoir d'examiner les contrats actuels de la haute direction du Bureau national de l'ACEP, soit le Président, le Directeur général des opérations, le Directeur général des politiques et la Gestionnaire des services d'administration. L'accès à tous les contrats des employés du Bureau national de l'ACEP est nécessaire pour faire un examen exhaustif et faire rapport au CEN.

Points de discussion :

- Cette résolution exigerait une modification du paragraphe 9.10 des Statuts.
- Chaque contrat renferme une clause de confidentialité qui en interdit l'accès.
- Le CEN devrait contribuer de quelque façon aux ressources humaines de l'ACEP.
- Le comité devrait au moins avoir accès au contrat du Président. Autrement, comment pourrions-nous établir un contrat avant la prochaine élection.
- Nous pourrions utiliser un modèle à partir du contrat de l'ancien président ou établir un nouveau contrat.

- Nous devons envisager quel processus nous voulons à l'avenir, mais pour le moment concentrons-nous sur le contrat du Président.
- C. Poirier dit qu'il renoncera à la clause de confidentialité à l'intention du Comité pour que celui-ci puisse procéder à l'examen.
- R. Brockington affirme qu'il enverra un courriel au Président afin qu'il y ait une trace écrite selon laquelle les parties se sont mises d'accord sur la renonciation.

Résolution : Il est proposé par A. Kurikshuk-Nemec et appuyé par G. Phillips de modifier la résolution principale comme suit : « de donner au Comité spécial d'examen de l'état des ressources humaines au Bureau national de l'ACEP le pouvoir d'examiner le contrat du Président. »

C. Poirier = abstention, R. Brockington = pour, S. Mullen = pour,
L. Haméon = contre, A. Kurikshuk-Nemec = pour, B. Black = pour,
G. Phillips = pour, A. Butler = abstention, S. Jaroudi = pour,
N. Giannakoulis = pour, J.-L. Bourdages = abstention.

** L. Whitmore était absent lors du vote.*

Pour = 7, contre = 1, abstentions = 3. **Résolution adoptée.**

2 b) Politique des prix de l'ACEP

Résolution : Il est proposé par A. Butler et appuyé par S. Mullen d'adopter la politique.

C. Poirier = pour, R. Brockington = pour, S. Mullen = pour,
L. Haméon = pour, A. Kurikshuk-Nemec = pour, B. Black = pour,
G. Phillips = pour, A. Butler = pour, S. Jaroudi = pour,
N. Giannakoulis = pour, J.-L. Bourdages = pour, L. Whitmore = pour.

Pour = 12, contre = 0, abstention = 0. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

3) Questions de fonds aux fins de discussion

3 a) Plan d'action anti-C-4

- C. Archambault est chargé de mobiliser les membres et les sections locales. Il a déjà commencé son travail.
- Des séances d'information par téléconférence ont eu lieu.
- Le recrutement de nouveaux délégués augmente.
- Il y aura une séance de formation spéciale en mai.

Il est demandé de tenir un relevé des dépenses concernant le C-4.

3 b) Négociation collective conjointe (huis clos)

4) Rapports

4 a) Rapport du Président

Une année charnière s’amorce dans l’histoire de l’ACEP et dans l’histoire du mouvement syndical. Nous avons subi certaines attaques dans le passé. Cette fois, elles atteignent un niveau sans précédent.

Je vous souhaite à toutes et à tous de trouver la force et la sérénité nécessaires pour faire face à la tourmente qui nous attend.

Depuis la dernière réunion de l’Exécutif national, bien des choses se sont produites. Le projet de loi C-4 est devenu Loi. Le gouvernement conservateur a utilisé tous les trucs contenus dans le livre parlementaire pour faire jouer sa majorité, faire taire la dissidence et accélérer l’adoption de ce projet de loi omnibus sur le budget qui contient des choses aussi éloignées du budget que la nomination des juges de la Cour Suprême, la santé et la sécurité au travail et le cadre législatif entourant les négociations dans la fonction publique.

Dès le lendemain, les agents négociateurs ont publié un communiqué commun et annoncé publiquement leur intention de coopérer tant dans la défense de vos droits que dans la défense des droits syndicaux, dont celui de négocier véritablement. Une ère nouvelle commence donc dans nos rapports avec l’employeur, mais aussi dans nos rapports entre organisations syndicales. Les ressources tant matérielles qu’humaines sont mises en commun. Désormais, les actions et les stratégies sont développées conjointement.

Cette semaine sera très chargée. Les téléconférences permettant à nos membres de l’extérieur de la Région de la capitale nationale de s’informer sur les conséquences du changement de cadre législatif ont commencé hier et se poursuivent jusqu’à vendredi. Les présidents des syndicats de la fonction publique fédérale se réunissent demain pour débattre de la suite des choses et concrétiser notre réponse au gouvernement. Cependant, les trois grands syndicats, dont fait maintenant partie l’ACEP, se réunissent dès cet après-midi pour planifier la séance de tous les agents négociateurs qui aura lieu demain. Comme vous pouvez le constater, notre attitude a changé, nous affirmons davantage la position de l’ACEP, mais la perception des autres syndicats à notre égard a, elle aussi, changé considérablement. De manière très positive, il va sans dire. Désormais, il faut tenir compte de l’Association dans les orientations des agents négociateurs fédéraux.

Nous avons terminé l’année sur un message de solidarité syndicale et la débutons sur cette même note dans les vœux du Nouvel An. J’espère pouvoir compter sur votre collaboration pour que ce message soit transmis aux membres et qu’il devienne la marque de commerce de l’organisation. Seule cette solidarité nous permettra de sortir grandis des épreuves qui nous attendent en 2014.

4 b) Rapport du Directeur général des politiques

Négociation collective EC

- Le Comité de négociation collective EC (CNC EC) et le Comité consultatif de négociation collective EC (CCNC EC) ne se sont pas réunis depuis le 14 novembre.

- Le Bureau national prépare l'avant-projet de questionnaire de consultation suivant les instructions du CNC EC.
- L'avant-projet sera présenté au CNC EC à sa réunion de janvier.
- Un résumé de l'incidence de C-4 sur la prochaine ronde de négociations a été présenté aux membres des deux comités, de même que de l'information sur les efforts déployés par les agents négociateurs pour partager des renseignements et collaborer pendant la prochaine ronde de négociations.
- Faute de temps, le questionnaire de consultation sera présenté sous peu au CEN aux fins d'information et éventuellement pour commentaires.
- Dès que le CNC EC aura finalisé le questionnaire, les membres EC seront invités à participer au processus de communiquer au comité ce qu'ils souhaitent que l'ACEP apporte à la table de négociation en leur nom.

Négociation collective TR

- Le comité TR s'est réuni une fois depuis la dernière réunion du CEN, le 19 décembre. Les membres du comité ont examiné le questionnaire qui a été installé sur le site Web de notre fournisseur de service.
- Des corrections et des rajustements ont été apportés.
- Le Bureau national travaille présentement à finaliser cette version du questionnaire.
- Il sera bientôt présenté au CEN aux fins d'information et éventuellement pour commentaires.

Comité mixte BdP-ACEP sur les départs

- Sans objet.

Consultations BdP-ACEP : politique de réaménagement des effectifs

- Des représentants de la direction de la BdP et des représentants de l'ACEP se sont rencontrés pour discuter de la teneur de la politique de l'employeur sur le réaménagement des effectifs.
- Les représentants de l'ACEP sont dirigés par Yves Rochon du Bureau national et comprennent trois membres de la section locale.
- Il semble y avoir consensus sur plusieurs questions et seuls quelques enjeux restent à régler.
- L'ACEP a expliqué à l'employeur que l'Association participe aux consultations, mais qu'elle se réserve le droit de soulever les problèmes de réaménagement des effectifs à la table de négociation. Elle a aussi expliqué que l'Association continue de croire que l'endroit approprié pour ces dispositions demeure la convention collective.

Séances d'information C-4

- L'ACEP a donné aux membres l'occasion de se familiariser aux diverses incidences de C-4 sur leurs droits.
- Par exemple, à Sécurité publique Canada, lors de l'AGA j'ai parlé de C-4 aux membres. Les membres ont décidé de créer une section locale et huit d'entre eux se sont portés volontaires pour former le conseil exécutif.

- En outre, des sections locales ont décidé, soit de participer à des séances d'information sur C-4 organisées par d'autres syndicats, soit d'organiser des séances auxquelles les autres syndicats étaient invités.
- Par exemple, la section locale à STC a organisé deux séances d'information. Plus de 350 membres de l'ACEP, de l'Alliance, de l'Institut et éventuellement d'autres syndicats ont assisté à mes présentations sur C-4. La première séance a été enregistrée et a servi à préparer un DVD bilingue qui est disponible sur YouTube. Le DVD servira abondamment pour informer les membres lorsqu'ils sont difficiles à rejoindre ou lorsque les sections locales souhaitent simplement utiliser le DVD pour organiser leurs propres réunions.

Groupes de travail internes

- Gestion du rendement
 - Sans objet.
- Milieu de travail 2.0
 - Sans objet.

4 c) Examen législatif

Le rapport à jour est déposé et aucune question n'est soulevée.

4 d) Rapport du Directeur général des opérations

Affaires internes

M. Claude Archambault a été nommé au poste à durée déterminée d'ART à la mobilisation. M^{me} Anita Bangiricenge occupe par intérim le poste d'attache d'ART de M. Archambault. Et M^{me} Julie Courty a été nommée par intérim dans le poste de coordonnatrice des services.

Sondages électroniques

Une nouvelle formation InSite a été donnée à la coordonnatrice des services p.i. et à d'autres employés.

Négociations

Une deuxième réunion du Comité de négociation collective pour les membres de l'ACEP à la Bibliothèque du Parlement a eu lieu le 17 décembre, au cours de laquelle le questionnaire de consultation a été examiné. La prochaine réunion du comité est prévue pour le 21 janvier.

Dossiers de représentation

Voici la répartition par grands sujets de tous les dossiers de représentation ouverts depuis le début de 2013 :

Absentéisme	4	CNM (prestations)	
Accès à l'information	1	CNM (frais dentaires)	
Hébergement	39	CNM (DSE)	1
Nominations intérimaires	4	CNM (soins de santé)	1
AIPRP		CNM (réinstallation)	2
Droit d'auteur		CNM (indemnité de déplacement)	
Travail de l'unité de négociation		CNM (déplacements)	
Prestations	6	CNM (DRE)	59
Prime au bilinguisme		Rémunération	17
Carrière et droits d'enregistrement	2	Pension	2
Classification	11	Évaluation rendement	44
Code de conduite	4	Dossier personnel	
Consultation	3	Politique	1
Mutations	2	Activité politique	
DJR		Protection vie privée	2
Assurance invalidité	5	Probation	1
Discipline	33	RAND	
Discrimination	13	Programme de recrutement	
Statut d'emploi	1	Représentation	1
Évaluation ergonomique		Démission	1
Évaluation de l'aptitude au travail	4	Retraite	2
Harcèlement	52	Retour au travail	10
Santé et sécurité	11	RIM	1
Santé et sécurité (demande)	3	Cote de sécurité	2
Horaire de travail	6	Service	2
Horaire de travail (heures suppl.)	4	Dotation	19
Horaire de travail (déplacements)		Dotation (DRE)	6
Droits de la personne	1	Énoncé de fonctions	8
SIGC	1	Télétravail	6
Assurances Johnson		Employé à durée déterminée	1
Profil linguistique	1	Licenciement	4
Formation linguistique	2	Conditions de travail	1
Congés	14	Programme de formation	3

Congés (annuels)		Temps de déplacement	1
Congés (deuil)	1	Plainte, pratiques de travail injustes	2
Congés (autres)	8	Cotisations syndicales	3
Congés (parlementaires)		Représentation syndicale	6
Congés (maladie)	10	Affectation de travail	5
Congés (non payés)	7	Lieu de travail	
Lettre d'attentes	1	Charge de travail	4
Indemnité de maternité	1	Actes répréhensibles (dénonciation)	2
Évaluation médicale	1		
		Total	476

Causes devant les tribunaux

Une demande de contrôle judiciaire de la décision dans l'affaire Lebeau (discrimination – droits de la personne – Statistique Canada) a été déposée le 22 novembre à la Cour d'appel fédérale.

Commission des relations de travail et de l'emploi dans la fonction publique (CRTEFP)

Rôle d'audiences

Les audiences suivantes sont prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP de janvier à mai 2014.

Ottawa	27 au 31 janv.	Kalonji (Licenciement)	CISR
Winnipeg	13 et 14 mars	Dorn (Discrim. – droits pers.)	RHDCC
Ottawa	23 mai	Dupuis (Réinstallation – dir. CNM)	MAECD

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp

http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp

4 e) Rapport du Comité des finances

R. Brockington fait le point sur le travail du Comité.

Faits saillants :

- Il est demandé au personnel d'examiner les trois premières recommandations du Comité de vérification.

- Le personnel présente au Comité des scénarios de coûts possibles d'un fonds de grève, scénarios qui seront envoyés au CEN.
- Le point sur la négociation collective a été reporté.
- Le point sur la contestation en vertu de la Charte a été reporté.
- Processus budgétaire – la consultation des membres commence dès la fin de la présente semaine.
- Nous aurons un dépassement de budget pour la formation des délégués.
- 12 486 membres à la fin de l'exercice financier.
- Déficit prévu de 300 000 \$

4 f) Comité des Statuts et des Rèlements

Politique sur les contributions au CEN

Politique sur les contributions au CEN

Préambule

L'ACEP cherche à maximiser les contributions d'autres organes au CEN. Il y a donc plusieurs façons de soumettre des résolutions au CEN (référence aux articles 16 et 36). L'une d'elles est de déposer une pétition signée par au moins cent membres en règle de l'ACEP. Une deuxième consiste à passer par un des membres du CEN. Une troisième est de passer par un des divers organes consultatifs au sein de l'ACEP.

Politique

1. Conseil des présidents – le CP peut voter pour envoyer des résolutions au CEN. Les présences sont prises. Chaque président a un vote. Le président de l'ACEP fait rapport de la réponse du CEN à la résolution lors de la prochaine réunion du Conseil des présidents après l'examen de la résolution par le CEN.

2. Conseil des dirigeants des sections locales – le CDSL peut voter pour envoyer des résolutions au CEN. Les présences sont prises. Chaque section locale a un vote. Le président de l'ACEP fait rapport de la réponse du CEN à la résolution lors de la prochaine réunion du Conseil des dirigeants des sections locales après l'examen de la résolution par le CEN.

3. Assemblée générale – une résolution peut être présentée à une assemblée générale et, si elle est appuyée par la majorité des membres présents à l'assemblée, elle sera consignée et présentée au CEN. La réponse du CEN à la résolution est affichée, dans une zone distincte, sur le site web de l'ACEP après la réunion où le CEN étudie la résolution.

**Le CEN s'efforcera d'étudier toutes les résolutions présentées dans les (60 jours).
Dans des circonstances normales, la résolution sera inscrite à l'ordre du jour suivant.**

Points de discussion :

- Des préoccupations sont soulevées sur les problèmes de calendrier si les résolutions ne sont pas inscrites à l'ordre du jour de l'AGA.
- Ceci pourrait se traduire par de très longues AGA.
- Nous pourrions faire face à un grand nombre de résolutions présentées à l'assemblée même.
- Un appel pourrait être envoyé – disons 60 jours à l'avance.

Résolution : Il est proposé par A. Kurikshuk-Nemec que le CEN adopte les points 1 et 2 de la politique et approfondisse la discussion sur le point 3. **Résolution retirée.**

Comment traiter les résolutions ayant des incidences financières

Un tableau des options est fourni au CEN.

Points de discussion :

- Quel est le rôle du Comité des candidatures et des résolutions (CCR)?
- Quelles sont les étapes à suivre? Y a-t-il d'abord un examen par le Comité des finances, puis un renvoi au CCR?
- Peut-on suspendre le Règlement 3.35?
- Qui a compétence?
- Toutes les modifications des Règlements apportées par le CEN entrent en vigueur immédiatement et sont soumises au vote des membres à l'automne.

Ce point est reporté à la réunion de février.

A. Butler demande que nous concentrons nos réunions sur les affaires stratégiques et que ce soit une priorité du travail du CEN.

5) Levée de la séance

La séance est levée à 16 h 25.